

**Directeurs-Gérants :**  
**F. DE RODAYS** & **A. PÉRIER**  
 Rédacteur en chef. Administrateur.  
 Secrétaire de la Rédaction :  
**Gaston CALMETTE**  
 Téléphone : 102.46 Rédaction  
 102.47 Administration  
 ANNONCES ET RÉCLAMES  
 Agence P. DOLLINGEN, 16, rue Grange-Batelière

# LE FIGARO

**H. DE VILLEMESSANT**  
 Fondateur  
 RÉDACTION  
 ADMINISTRATION — PUBLICITÉ  
 26, Rue Drouot, 26 — PARIS  
 ABONNEMENT  
 Trois Mois Six Mois Un An  
 Seine, Seine-et-Oise, 15 30 60  
 Départements, 18 75 37 50 75  
 Union Postale, 21 50 43 88  
 On s'abonne dans tous les Bureaux de Poste de France et d'Algérie.

Pendant toute la durée des débats qui commencent aujourd'hui devant la Cour de cassation et devant la Cour d'assises, nos lecteurs seront aussi complètement et aussi rapidement renseignés que possible.

Le FIGARO a pris toutes dispositions pour donner la sténographie des séances de la Cour de cassation ; et afin de ne pas modifier l'aspect habituel du journal, nous publierons, presque chaque jour, à partir de demain, et aussi longtemps que besoin en sera, un Supplément de QUATRE pages ou même de SIX pages, qui sera, comme tous nos Suppléments, envoyé gratuitement à tous les abonnés et délivré gratuitement à tous les acheteurs au numéro.

Nous prions les acheteurs au numéro d'avoir bien soin de réclamer, à leurs vendeurs, ce SUPPLÉMENT GRATUIT.

## A propos de Courses

Ce pauvre Holocauste a donc été battu. On ne manque pas de faire observer, après coup, que son nom le vouait d'avance au sacrifice. Mais le nom du gagnant, qui s'appelait Perth, n'avait rien, non plus, qui pût exciter les papiers. Ce résultat porte un coup très sensible aux braves gens qui ne se laissent guider, en matière de course, que par la superstition des noms. Ils sont plus nombreux qu'on ne le croit, et ils n'ont pas tous l'aimable philosophie de ce parieur qui disait hier à un bookmaker :

— Donnez-moi un peu de Cognac ; quoi qu'il arrive, ce sera toujours cela de pris...

J'ai regretté un moment la défaite d'Holocauste, car elle nous aurait privés d'un joli spectacle. Le cheval était, en effet, engagé pour après-demain mercredi dans le Derby d'Epsom. Mais, bien entendu, il ne devait aller le couvrir que s'il gagnait hier à Chantilly. On attendait donc anxieusement le résultat de la course, et tout un personnel était là, sous les armes, qui s'apprêtait aussi à faire le voyage. On avait commandé un train spécial ; un bateau expressément affrété était également sous vapeur. Tout était prêt, en Angleterre, pour recevoir l'illustre voyageur. Pour plus de précaution, on avait fait venir à Chantilly un docteur pour chevaux — je n'oserais dire un vétérinaire — qui devait constater, après la course, si Holocauste n'était pas trop fatigué, s'il était en état d'entreprendre le voyage.

Ce n'était pas, en effet, un voyage d'agrément. Le cheval devait arriver aujourd'hui à Epsom ; il lui fallait bien, dans la journée de mardi, faire connaissance avec sa nouvelle piste, prendre un petit galop pour s'entraîner ; le mercredi, c'était la course, et le jeudi il fallait songer au retour. Holocauste n'aurait même pas eu le temps de visiter Londres. C'était donc pour lui une semaine des plus chargées. Il l'aura comprise, et pour avoir la paix, il se sera fait battre. Les bêtes ne sont pas aussi bêtes qu'on le croit. Mais le pauvre Holocauste en sera tout débarrassé pour ses frais de diplomatie, car son propriétaire a décidé, malgré sa défaite, qu'il irait courir à Epsom. Il n'est donc pas impossible que nous voyions se renouveler l'exploit fameux accompli autrefois par Gladiateur. Je veux croire que vous vous rappelez encore ce merveilleux événement ; les questions du jour ne peuvent pas nous faire oublier notre histoire de France.

Pour ma part, j'étais bien jeune alors, et pourtant j'en garde encore comme l'impression d'une victoire nationale. Il y eut un tressailement dans Paris lorsqu'on apprit que Gladiateur avait battu les chevaux anglais sur leur propre terrain. Il ne pouvait pas y avoir la moindre erreur pour notre patriotisme : le cheval avait un nom bien français, il appartenait à M. le comte de Lagrange, et il portait des couleurs souvent illustrées sur nos hippodromes. Nous n'en demandons pas davantage, étant au collège. Je n'ai su que plus tard que malgré sa casaque tricolore, et bien qu'il eût un nom français et qu'il appartenait à un Parisien pur sang, le cheval n'en avait pas moins du sang anglais dans les veines. Notre victoire n'était pas aussi pure que celle de Fontenoy.

La victoire d'Holocauste, en admettant qu'il gagne mercredi à Epsom, ne serait pas, non plus, très probante, et nous ferions bien, je crois, de réserver notre enthousiasme national pour de meilleurs sujets. Il n'y a qu'à consulter les registres de l'état civil, bien mieux tenus, comme on sait, pour les chevaux que pour les hommes, pour se rendre compte que nos chevaux français ont une généalogie assez singulière. Ce n'est pas sur eux qu'il faudrait compter pour reconstituer les origines de la vieille Gaule. Hier, par exemple, à Chantilly,

nous étions entre nous : j'entends qu'il n'y avait, dans la course, que des chevaux français. Eh bien, le gagnant, Perth, est un fils de War Dance, et sa maman se nommait Primrose Dame ; son entraîneur fut Carter junior, et il était monté par Tom Lane. Que voilà bien des noms très parisiens !

\*\*\*

Vous n'avez, du reste, qu'à jeter les yeux sur le programme : il n'y a pas que le gagnant qui soit dans ce cas. Cognac lui-même, qu'on croirait pourtant bien issu d'une famille française, descend de Fitz Roy et de Canzonetta ; à en juger par ces dénominaisons, son père était anglais et sa mère italienne. Tostat est un fils de Grandmaster, et Pégase est pour père Fitz Hampton. Nous, en passant, qu'il est arrivé dernier, ce bon Pégase. Tout dégoûté, décidément, et les races les plus illustres ont, elles aussi, leur décadence. Voulez-vous, maintenant, quelques noms d'entraîneurs ? Je vous citerai Count, Cunningham, Bartholomew, Barker, et vous pouvez parcourir la liste entière sans en trouver un seul qui se nomme Dupont ou Durand. Quant aux jockeys, ils s'appellent Watkins, Dodge, Weatherdon, Barlen, Pratt ; cela ressemble beaucoup à des noms anglais. Il y en a un, cependant, qui doit être français, puisqu'il s'appelle French.

Reconnaissons, pourtant, que cette année les Anglais semblent vouloir nous rendre la politesse ; c'est bien la première fois qu'ils nous auront rendu quelque chose ! Il leur arrive, à leur tour, de donner à leurs chevaux des noms français, et je vois, parmi les partants du Derby d'Epsom, un cheval qui s'appelle Scintillant, un autre Trident, un troisième Innocence, et un quatrième, enfin, qui se nomme Boniface. Si ce Boniface allait gagner, vous ne pourriez évidemment pas vous défendre d'un frémissement. Eh bien non, ce serait une fausse joie, et il est bon, dès à présent, de mettre nos compatriotes en garde contre de tels entraînements. Boniface lui aussi est un anglais, tout comme Perth, tout comme Velasquez, quoique ce dernier ait un nom espagnol et qu'il soit fils de Fricandeau. Il ne faut pas remonter bien loin pour retrouver notre vieille Albion. L'Angleterre est, en matière de courses, ce qu'elle est toujours, en tout et pour tout. Qu'elle mette ou qu'elle ne mette pas au jeu, c'est toujours elle qui gagne. Tous les soirs de Grand Prix, quand il nous arrive de fêter la victoire d'un cheval français, ce sont, finalement, les Anglais qui ont empêché notre argent, et qui boivent notre champagne !

Que faire à cela ? Qu'il s'agisse des chevaux ou des hommes, il est bien difficile de changer les races. Une chose est consolante cependant, c'est que dans chaque pays les qualités du pays voisin apparaissent avec un grossissement singulier ; en matière internationale, la fable de la paille et de la poutre se récite à l'envers. Louis Blanc a raconté quelque part que, se trouvant exilé en Angleterre, il avait donné un jour une conférence au bénéfice d'une œuvre populaire qui faisait appel à la sollicitude publique. Louis Blanc parlait remarquablement l'anglais, ce qui est malheureusement une qualité très rare chez nos hommes politiques, et il était tout étonné de trouver l'auditoire très froid, visiblement récalcitrant. A la fin de la réunion, la collecte fut des moins productives, et comme l'orateur s'en montrait affligé :

— C'était à prévoir, lui dit un des organisateurs : ils se sont méfiés.

— Comment cela ? fit Louis Blanc, piqué.

— Eh oui ! Vous parlez trop bien la langue ; ils vous ont pris pour un Anglais !

\*\*\*

Ce qui était en somme une application de notre proverbe que « nul n'est prophète en son pays ». Je souhaite sincèrement, sans aucune espèce de comparaison, qu'Holocauste bénéficie, lui aussi, de ce proverbe, et qu'il obtienne, là-bas, le succès qu'il n'a pas obtenu ici. Cela aurait d'autant moins d'importance pour les Anglais que, pour les raisons que je viens de dire, cela ne sortirait pas de leur famille. Si Holocauste pouvait parler, très certainement il s'exprimerait en anglais. Et il ne le ferait d'ailleurs que pour dire des courses, et de l'entraînement, et du métier qu'on lui impose, tout le mal qu'il en doit penser. Voyez, dans la Fontaine, au temps où les bêtes parlaient, tout ce qu'elles disaient d'intelligent et de raisonnable !

Les hommes, en revanche, n'ont pas cessé d'avoir la parole, mais à quel cela leur sert-il ? Presque au même moment où se courait notre Derby, une autre course avait lieu, exclusivement réservée aux bipèdes, et qui a déchaîné sur près de six cents kilomètres un certain nombre de dératés. Il s'agissait de savoir, une fois de plus, le temps minimum qu'on pouvait mettre pour venir à bicyclette de Bordeaux à Paris. Je dis une fois de plus, car c'est une petite expérience à laquelle on se livre de temps en temps. La dernière fois on avait mis vingt heures ; on n'en a plus mis que quinze aujourd'hui. Et c'est, paraît-il, une grande allégresse dans le monde de la pédale.

Dieu me garde de troubler cette joie ; paix sur la terre aux hommes de bonne volonté ! Mais, en conscience, quel intérêt y a-t-il à savoir qu'un bicycliste peut aller à Bordeaux en seize heures, et même en dix heures ? Ceux-là mêmes qui l'applaudissent le plus n'en prendront pas moins le train quand il leur faudra faire le voyage. Dans les courses de chevaux, on a au moins l'excuse d'améliorer la race chevaline ; mais compte-t-on beaucoup sur les records vélocipédiques pour améliorer la race humaine ? Le contraste est, en tout cas, très suggestif, et c'est un aimable rapprochement à faire que celui

de cet homme qui arrive tout essouffé avec son record, couvert de poussière, brisé, anéanti, tandis qu'un train spécial, qu'un bateau spécial, que tous les genres spéciaux de locomotion sont commandés pour un cheval !

Le Passant.

## AU JOUR LE JOUR EMMA CALVÉ

La grande artiste qui va débiter ce soir à l'Opéra est de l'admirable lignée qui a donné à l'école de chant français les Falcon, les Marie Cabel et les Misan-Carvalho.

C'est à présent la plus connue, la plus célèbre de nos artistes à l'étranger. En Amérique, elle est la reine aimée et fêtée. « La Calvé ! la Calvé ! » Quand les Américains ont dit cela, ils ont tout dit. Son nom sur une affiche à New-York ou à Philadelphie, ou à Boston, ou à Chicago, c'est 60,000, c'est 80,000 francs de recettes assurés par soirée. Aussi les impresarii l'entourent-ils de leurs soins ! Elle signera demain, si elle le veut, un traité pour soixante représentations à raison de 10,000 francs l'une. Mais elle hésite à traverser encore l'Océan ; elle a ici sa mère, une admirable paysanne aveyronnaise, et son frère qu'elle adore. Elle a la fortune, elle ne dépend que d'elle-même.

Ce révé ! Physionomie d'artiste bien curieuse et bien rare par la complexité et l'intensité de sa nature.

Elle est née en Aveyron, dans un village voisin de Milhau. Elle a reçu une éducation religieuse ; elle avait presque la vocation du cloître. A dix-huit ans, elle change. Elle vient à Paris avec le goût du théâtre. Elle travaille un an avec le professeur Puget, puis avec Mme Marchesi, et se fait engager à la Monnaie de Bruxelles. Victor Maurel la prend au Théâtre-Italien pour lui faire créer l'Aben Ahmed, de Théodore Dubois ; elle passe de là à l'Opéra-Comique, où elle crée le Chevalier Jean, de Victorin Joncières ; elle y échoue, d'ailleurs. C'est à ce moment qu'elle devient l'élève de Mme Rosine Laborde qui la fait beaucoup travailler. Elle part alors pour l'Italie, s'y trouve en contact avec de grands artistes, Mme Eleonora Duse, entre autres ; elle tombe malade, et tout à coup, son cerveau s'allume, elle a compris, elle sera, elle sera une véritable artiste. Il faut entendre avec quelle sincérité, quelle modestie charmante et aussi quelle clairvoyance d'esprit elle explique sa transformation :

« Je suis devenue une artiste le jour où j'ai oublié que j'avais une jolie voix pour ne penser qu'à l'expression des musiques que je devais interpréter. Et cela m'est venu soudain, après une convalescence ! Tant que j'étais une belle fille, bien portante, solide, on s'accordait avec raison pour ne me trouver d'autre talent qu'une voix de qualité. Du jour où j'ai souffert, ma sensibilité, sans doute endormie jusque-là, s'est éveillée ; j'ai compris une foule de choses obscures pour moi, et j'ai senti naître en moi le besoin de faire passer dans l'âme des autres l'émotion que la mienne percevait. Je peux même dire que, du même coup, ma conscience morale s'éveilla ; je me sentis devenir meilleure. Je pris la notion de certains devoirs qui n'étaient auparavant pour moi que fariboles ! Oui, il m'a semblé que je naissais à l'art en même temps qu'à la souffrance. »

Et, de fait, Emma Calvé commence sa réputation en Italie. Aussitôt rétablie, la voilà qui se fait follement applaudir à la Scala de Milan, au San-Carlo de Naples, à l'Argentina de Florence. Elle y chante le répertoire français et crée la *Cavalleria Rusticana* et *Ami Fritz*, au théâtre Costanzi, de Rome. Dans *Hamlet*, le rôle d'Ophélie lui vaut un triomphe fantastique ; elle en fait une nouvelle création, puissante, farouche, violente, laissant hardiment de côté la tradition pâle, languoureuse, doucereuse de ses devancières.

Depuis, elle est venue à Paris en 1892, pour y créer, à l'Opéra-Comique, la *Cavalleria Rusticana*, puis la *Narrative*, et y reprendre *Carmen* que personne ne chante comme elle, à présent, en Europe. Elle partit ensuite pour l'Amérique et y retourna trois fois au milieu d'un succès sans cesse grandissant. Là dernier, elle créait ici cette admirable Sapho, si ardente, si humaine et si belle !

Emma Calvé sort d'une nouvelle et longue maladie. Mais elle est superbement en voix. Rosine Laborde nous disait l'autre soir que jamais son organe n'avait été plus pur, plus souple, plus étendu, plus éclatant. C'est donc une soirée de gala que l'Opéra nous donne ce soir. Emma Calvé va nous révéler cette Ophélie qu'elle a chantée partout, excepté à Paris et à Berlin, partout en Italie, à Saint-Petersbourg, à Madrid, à Londres, dans toute l'Amérique.

Et qu'on ne s'attende pas à Ophélie avec le sourire figé de la tradition, à l'Ophélie de convention qui vocalise pour le plaisir d'imiter la petite fêlée ; Emma Calvé voit une Ophélie passionnée, une grande amoureuse devenue folle par amour, et elle entend donner une « expression » aux vocalises du fameux air, ou même n'en pas donner du tout, si elle est sous inspiration. En un mot, elle ne chante pas pour chanter, elle chante pour traduire de l'émotion et en créer.

La critique parisienne est trop éclairée pour faire reproche à un artiste de son interprétation personnelle. Emma Calvé, en artiste de pure sève qu'elle est, ne peut s'intéresser à ses rôles qu'en s'y donnant toute. A vrai dire, elle les lie à sa personnalité plutôt qu'elle ne s'y soumet. Quoique, pourtant, pour Ophélie, elle se soit donnée la peine de se faire traduire le mot à mot de son rôle dans le texte original ; elle y a découvert qu'Ophélie, dans sa démenée, chantait des chansons de matelot un peu grossières, ce qui l'éloigne passablement du personnage conventionnel et aérien que les précédentes Ophélies nous ont donné.

Elle a même, pour défendre sa conception du rôle shakespeareien, un argument assez curieux. Se trouvant un jour à Milan, au cours d'une de ses tournées italiennes, elle rencontra un aliéné célèbre qu'elle fit parler sur le cas de la folie d'Hamlet et de sa fiancée.

— Comment la voyez-vous, cette douce fiancée ? lui demanda-t-elle.

— Mais... pas forcément douce, du tout, répondit l'illustre aliéné. Et tenez, si cela vous intéresse, je vais vous conduire à l'asile d'alié-

nés de Milan où se trouve justement en ce moment une jeune fille, blonde et pâle comme une Anglaise, et qui est devenue folle pour avoir été délaissée par son amant : tout le portrait d'Ophélie !

Le savant et l'artiste allèrent, en effet, voir la folle d'amour. Or, la malheureuse avait des violences, des colères, des terreurs surtout, d'un dramatique intense. Emma Calvé emporta de cette visite une impression profonde. Depuis, toujours elle voit la pauvre folle, offrant aux visiteurs tout ce qui lui tombe sous la main pour le retirer soudain avec angoisse. Et, malgré elle, quoi qu'elle fasse, elle ne peut pour Ophélie sans se revoir dans le préau de l'asile de Milan...

Jules Huret.

## Échos

### La Température

Les fortes pressions qui couvraient hier les îles Britanniques s'étendant sur l'ouest de la France et la mer du Nord. Le vent souffle en tempête sur la Baltique, et sur nos côtes de la Manche la mer est houleuse. En France, le temps va se mettre au beau et un léger réchauffement est probable.

La journée d'hier à Paris a été froide avec ciel nuageux. Le thermomètre indiquait, dans la matinée et n'a pas dépassé 16° dans l'après-midi. Le baromètre, en hausse, se tenait à 767mm.

### Les Courses

A deux heures, courses à Vincennes. Gagnants de Robert Milton :

Prix Doubleton : Ostéria.  
 Prix La Vierge : Echauffour.  
 Prix de la Compagnie des chemins de fer de l'Est : Thisahio.  
 Prix du Président de la République : Scala.  
 Prix La Vigne : Fanum.  
 Prix Neumarkt : Sombrun.

### LA SEMAINE DE LA JUSTICE

Cette semaine qui commence sera parfaitement tranquille et les étrangers qui fuiront Paris, par peur des troubles, auront bien tort. D'abord, les hurlements les plus variés et les distributions les plus abondantes de coups de poing ne sauraient modifier d'un iota ce qui se passera au Palais de justice. Je parle bien entendu de la revision, car l'affaire Déroutelle n'offre pas d'intérêt. L'idée de vouloir faire un coup d'Etat avec un général de brigade appartient au vaudeville. On acquittera Déroutelle et nous ne nous en plaignons pas. Il recommencera jusqu'à extinction de chaleur naturelle, et rien ne sera modifié dans la marche des saisons et des choses.

La seconde raison pour laquelle tout sera tranquille, c'est que la Préfecture de police paraît décidée à imposer le calme. Or, avec huit mille bons sergents de ville, on peut ce qu'on veut. Les échauffourées sont devenues impossibles. Paris fournissant plus d'agents qu'il n'est capable d'aligner de citoyens décidés à se faire pocher un œil, même en y comprenant les mitrons qui sont arrivés sous Boulanger à la vie politique.

L'homme de la semaine sera le président-rapporteur, M. Ballot-Baudry, que MM. les nationalistes commencent déjà à égarer. Avant d'ouvrir sur lui le robinet de leur littérature viril, ils lui offrent des répétitions de jurisprudence et de légalité. C'est un dernier effort que les publicistes gardes-chiourme doivent aux dupes qu'ils ont égarés en mentant, en faussant les faits et les documents. Et avant de planter là les pauvres dupes pour chercher une nouvelle mystification, ils leur racontent avec gravité que si M. Ballot-Baudry savait le droit, tout cela n'arriverait pas.

Ah ! comme il est heureux que les grandes causes soient hors de la portée de leurs défenseurs ! Ils en auraient vite fini avec elles.

Que faudrait-il penser en effet de la monarchie si on la mesurait à l'aune de certains monarchistes qui oublient volontairement que la distribution de la justice a été plus bel attribut et la raison première d'être du régime qu'ils préconisent ?

Heureusement, il n'y a pas dans ce parti que des hommes pour qui la Saint-Barthélemy est le dernier mot de la politique.

A côté d'eux, j'en connais, qui protestent comme ce vieux zouave pontifical, lequel me disait hier : « Je souffre parce que ceux que j'aime ont tort et ceux que je déteste ont raison. Mais je ne peux pas imposer mon bon sens. » Et moi, bien sûr, j'estime qu'il n'y a rien de plus normal, même le bon combat avec sa vigueur habituelle ! Après 1848, après 1871, après 1889, ses principes lui ont répété : « Vous seul aviez vu juste. » Il entendait encore cette parole dont la répétition est à la fois flatteuse et navrante.

Et l'Eglise elle-même, qu'en faudrait-il penser si on la mesurait à l'aune de ces chrétiens qui révent les bénédiction pleines de sang, ou qui salissent d'injures et de cris de haine des feuilles de papier sur lesquelles, par une véritable profanation, ils ont reproduit la croix du Sauveur ?

Heureusement, à côté d'eux, il y a l'Eglise de France, la vraie, celle des curés, qui, elle au moins, se tient tranquille. Heureusement, il y a ce comité catholique pour la défense du Droit, que préside M. Violet, et qui aura sauvé l'honneur du drapeau, en mettant les actes d'accord avec les cantiques.

Allons, allons, tout ça ne marche pas mal.

Les jours de la bassesse, du mensonge, de l'iniquité s'enfuient dans le passé sombre. Voici que commence la semaine de la Justice. — J. CORNELY.

## A Travers Paris

Sur la proposition du ministre de la marine, le général de brigade Gallieni, gouverneur général de Madagascar, est promu au grade de général de division.

Cette nomination est faite hors cadres, le général Gallieni n'étant pas le premier inscrit au tableau et étant promu en raison des services exceptionnels qu'il a rendus à Madagascar.

M. Liotard, gouverneur du Haut-Oubanghi, a été désigné par M. Guillaumin, ministre des colonies, pour recevoir, au nom de l'administration coloniale, le commandant Marchand, à son débarquement à Toulon.

M. Liotard a quitté Paris hier soir.

Les beautés de l'instruction. M. Z..., très haut fonctionnaire de l'Université, faisait il y a quelque temps sa tournée d'inspection — supérieure et générale, laïque et obligatoire, mais non gratuite.

Il arrive dans une école communale fameuse dans l'arrondissement par le zèle de son directeur et par les succès de ses « jeunes élèves », particulièrement recommandés pour leur science en histoire, et on lui présente le « plus fort » de ces prodiges.

— Voyons, mon enfant, dit M. Z..., que savez-vous sur Henri IV ?

— Réponses plus ou moins embarrassées du Pic de la Mirandole, qui raconte la « poule au pot », le « panache blanc », et termine ainsi :

« Enfin, Henri IV mourut assassiné par Cavaignac. »

C'est aujourd'hui que la collection Dacher sera exposée à l'hôtel Drouot ; on y verra dix œuvres admirables de Sisley, dont le célèbre *Clocher de Noisy-le-Roy*, une perle que le jury du Salon refusa en 1876 ; *Été de la Saint-Martin*, et un effet de neige, *Environ de Louveciennes* ; Boudin y paraît avec trois toiles exquises et quelques pastels d'un art particulièrement élevé ; Lépine s'y rencontre avec des bords de Seine et de Marne et une vue de Montmartre, des tableaux qui permettent d'affirmer qu'il est un maître ; Monet, avec sa *Seine à Rouen* ; Pissarro, avec une *Entrée de village*, au soleil couchant et un *Printemps à Pontbois* ; Cals, avec une quinzaine de toiles qui le montrent dans toutes les manifestations de son talent robuste ; puis, ce sont encore Colin, Corot, Diaz, Guillaumin, Jongkind, Rousseau, Ribot, Vigon, Daubigny, Delacroix, etc., avec des morceaux qui dénotent un choix délicat.

La vente, où les enchères seront à retenir, aura lieu demain, à trois heures.

Aujourd'hui, à la Galerie Georges Petit, première vacation de la vente de la collection du duc de Valençay, par le ministre de M<sup>re</sup> Béguin, Paul Chevallier, Duchesne, Dubouché, assistés de MM. Mannheim, Bloché et Lasquin, experts. Cette première vacation comprend les tableaux, les marbres et les sculptures diverses (n<sup>os</sup> 1 à 93).

### INSTANTANÉ

M. EMILE BOISSEAU

Le nouveau titulaire de la médaille d'honneur de sculpture est... l'auteur de la statue de *Figaro* qui décore la façade de notre hôtel. Boisseau était un tout jeune débutant lorsqu'il fit, avec Amy, cette figure éminemment parisienne qui, on le voit, lui a porté bonheur.

Doit avoir une faiblesse pour les philosophes, car, après *Figaro*, qui en était un et de la meilleure philosophie, c'est Diogène qui lui vaut aujourd'hui sa médaille d'honneur : « Diogène, dit le livret, brisant son écuelle à la vue d'un enfant qui boit dans sa main. »

Mais c'est surtout par la grâce qu'excellait cet artiste que ses camarades surmontent le « poète du marbre », et son talent est en pleine valeur dans des œuvres telles que cet *Amour captif* tant admiré au Salon de 1876 et ce groupe du *Crépuscule* qui lui fut acheté par l'Etat et décore aujourd'hui le jardin d'hiver du palais de l'Élysée, telles encore que l'*Adolescence*, *Marquise*, *Echo*, *Oysel*, *troubadour du pays bleu*. Avant pourtant d'être par un portrait de procureur général ! Les contrastes sont dans le talent comme dans la nature...

S'est essayé, une fois, à chanter le *Paulo majora* dont parle le poète, et y a d'ailleurs parfaitement réussi en nous donnant ce groupe magistral de la *Défense du foyer*, dont la Ville de Paris avait décoré les jardins du Champ-de-Mars.

Le comble de l'invasivance nous est fourni par la course de Chantilly : On a gagné hier avec Perth !

Rosa Bonheur était la seule femme officier de la Légion d'honneur avec Mme Furtado-Heine qui avait reçu la rosette le 6 juin 1896, peu de temps avant sa mort.

Nommée chevalier de la Légion d'honneur par décret impérial en date du 15 juin 1875, Rosa Bonheur avait été promue officier le 3 avril 1894, deux ans avant Mme Furtado-Heine : elle était donc deux fois la doyenne de l'Ordre.

La chancellerie, dont M. Demagny, l'aimable secrétaire général de la Légion d'honneur, a bien voulu nous ouvrir hier les archives, compte 47 femmes chevaliers de l'Ordre.

Trente et une sont religieuses : Mmes Perrin, la doyenne actuelle, dont la nomination est du 7 août 1875 ; Nonat, Saby, Breyse, Garcin, Laroche, Nicolas, Labor, de Gélais, Vignal, de Moissac, Terme, Richard, Eloy, Gourdon, Peyré, Kindt, Dafis, Desclaux de Latane, Tivollier, Meurier, Jollivet, Brière, Chaix, Gaudichon, Manise, Paillet, de Graveron, Charleux, Pilate et Guinhat, Sœur Etienne-Marie, décorée le 18 janvier dernier, à Cherbourg.

Les seize autres femmes chevaliers de la Légion d'honneur sont Mlle Juliette Dodu, Mmes Jarrethout, Fray Gross, Dieulafoy-Marie-Laurent, Toussaint, Malmanche, Brochard, Kochlin-Schwartz,

Bogelot, Demont-Breton, comtesse Fouchet de Careil, Henry, Kergomard, Ryckebusch et Mlle Bolland, surveillante de la Salpêtrière, décorée le 31 décembre 1897, après cinquante-six années de service.

La Presse plébiscite le départementale à tenu, hier dimanche, dans un salon du Grand-Hôtel, son assemblée générale annuelle.

En l'absence de M. Ernest Merson, président de l'association, la réunion a été présidée par le vice-président, M. Xavier de Lassalle, assisté de MM. Tardieu, secrétaire général ; Blanchet, trésorier ; Gieure, Vanucci et Martiat, membres du bureau.

Soixante journaux environ étaient représentés. A leurs directeurs et rédacteurs s'étaient joints plusieurs députés ou notabilités du parti de l'Appel au peuple.

Après examen de la situation politique dans les départements et discussion des questions professionnelles à l'ordre du jour, l'Assemblée a clos sa séance en renouvelant à Mgr le prince Napoléon l'assurance de son dévouement, et a délégué trois de ses membres pour lui en porter l'expression.

Elle a tenu également à affirmer à nouveau ses sentiments patriotiques et ses sympathies pour l'armée en adressant un salut de cordiale bienvenue au général Gallieni et au commandant Marchand.

On a vendu l'autre soir, au dépôt du mobilier de l'Etat, l'un de ces trois tableaux mystérieux provenant du greffe et dont nous avons parlé.

Les deux autres avaient été retirés de la vente, sur la demande de leur ancien propriétaire.

Celui qui a passé aux enchères, *Joseph et la Femme de Putiphar*, par Van der Werf, n'a pas fait long feu.

Mis à prix à cent francs — on avait parlé de plus de cent mille francs ! — il est arrivé, par dix surenchères, à 550 francs, prix auquel il a été adjugé.

Or voici que l'on prétend maintenant que ce tableau de Van der Werf, intitulé *Joseph et la Femme de Putiphar*, a une ressemblance frappante avec un tableau de Van der Werf intitulé *la Chasteté de Joseph*, qui aurait jadis appartenu au musée du Louvre et qui aurait depuis assez longtemps disparu ! L'histoire n'est-elle pas piquante ?

Il est question de créer un square derrière le Palais-Bourbon, à l'angle de la rue de Bourgogne et de la rue de l'Université, sur l'emplacement d'un terrain déjà planté d'arbres qui se trouve en cet endroit. Nos honorables pourront venir s'y reposer de leurs écrasantes fatigues.

## Nouvelles à la Main

Bracassol raconte qu'hier le chapeau de paille qu'il étreignait à été projeté par un coup de vent sous la roue d'un omnibus qui a passé dessus.

— Et voyez ma déveine, ajoute-t-il : l'omnibus était complet !

A la fête de Courbevoie, autour du mât de cocagne dont un gamin tente péniblement l'ascension :

— Papa, pourquoi a-t-il du sable dans ses poches ?

— Mon enfant, c'est sans doute pour pouvoir, comme les aéronautes, monter plus haut en jetant du lest.

Le Masque de Fer.

## ACTE D'ACCUSATION

CONTRE

MM. Déroutelle et Marcel Habert

Fidèle à l'habitude qu'il a prise de toujours réserver à ses lecteurs, avant toute publication officielle, les documents qui peuvent les intéresser, le Figaro donne aujourd'hui l'acte d'accusation contre MM. Paul Déroutelle et Marcel Habert, qui sera lu cet après-midi à la Cour d'assises.

Le procureur général près la Cour d'appel de Paris expose que, par arrêt

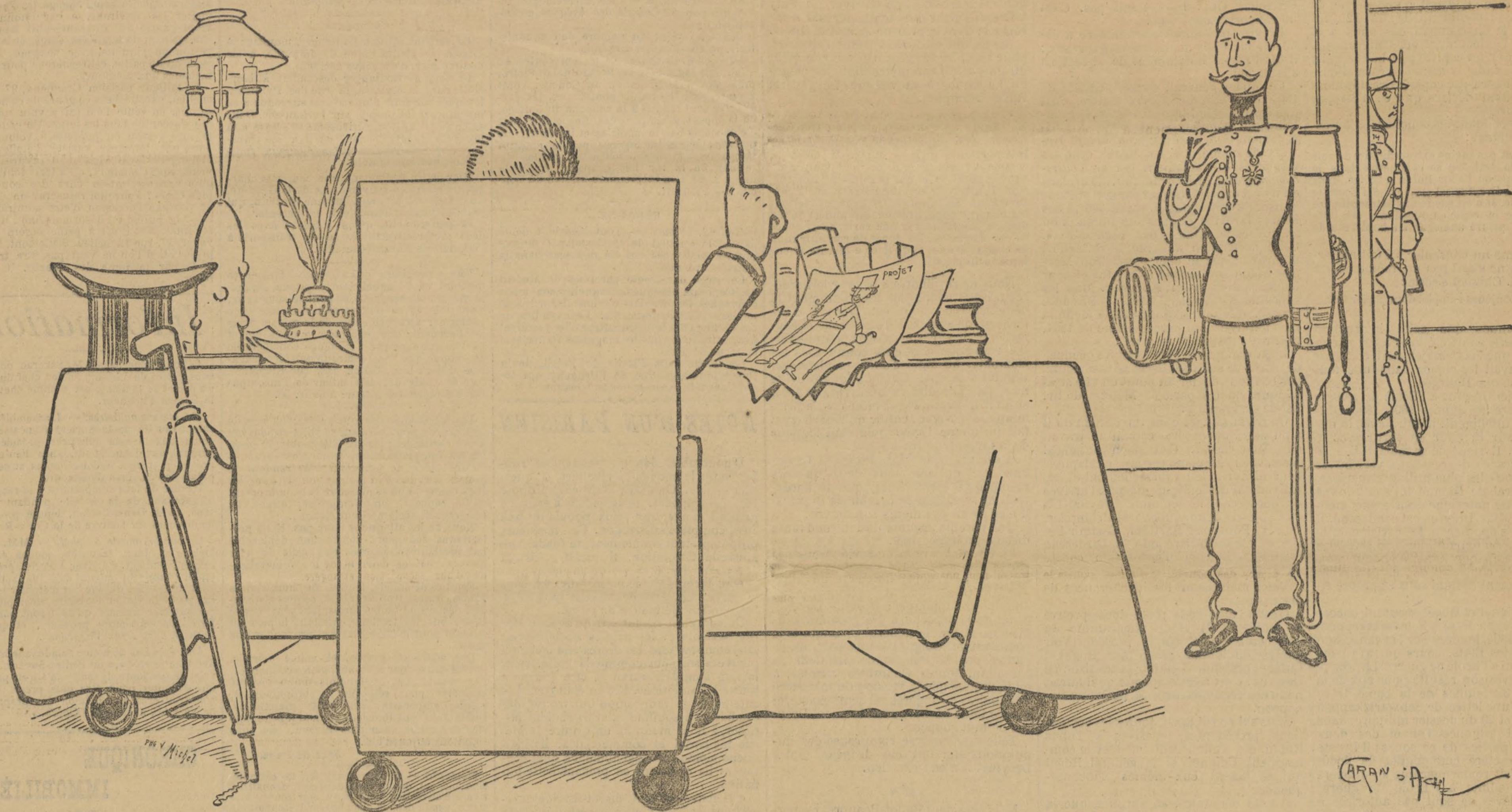






## RETOUR DE MARCHAND

PAR CARAN D'ACHE



LE MINISTRE. — Et surtout... surtout, qu'on ne s'avise pas de le nommer Petit Caporal !

moyen, j'ai fini par obtenir la déposition que vous avez au dossier.

Avant de se retirer, Henry demanda expressément, pour le ministère, l'autorisation de prendre copie de la déposition qu'il venait de signer.

Le capitaine Cuignet a confirmé en ces termes la déposition de M. Bertulus, en ce qui touche les deux pièces qui auraient été saisies au domicile d'Esterhazy et remises au colonel Henry par M. Bertulus :

L'un d'entre eux, me paraît devoir être le compte rendu d'une réunion qui a eu lieu, à Bâle, entre un agent étranger, d'une part, et, d'autre part, le lieutenant-colonel Henry et le commandant Lauth ; cette pièce serait annexée au dossier de l'instruction Tavernier. Quant à la seconde pièce, en anglais, je ne puis encore aucun renseignement à son sujet.

L'avocat d'Henry, M. le général Rogét, a opposé les dénégations suivantes aux dires conformes de MM. Cuignet et Bertulus :

Le capitaine Cuignet se trompe quand il conjecture que l'une des pièces apportées par le colonel Henry serait le compte rendu de l'entrevue de Bâle.

M. le capitaine Cuignet ne les connaissait que de M. Cavaignac et de moi. Lorsque la Cour les fit demander au ministre de la guerre, on ne les trouva pas tout d'abord, et M. de Freycinet me fit appeler pour savoir si je pouvais fournir des renseignements à ce sujet.

Je fis connaître au ministre que j'avais conservé ces pièces pendant tout le temps que j'étais resté au ministère dans un cartonnier où je mettais des papiers sans importance, et que je les y avais oubliées.

Je les retrouvai en quittant le ministère, vers la fin de septembre, et je les remis au service des renseignements en vrac, avec tous les papiers qui me venaient de ce service.

Ces pièces devaient être accompagnées d'une fiche au crayon bleu portant écrit de ma main : « Pièces saisies chez Mme Pays et rapportées par Henry au ministère. »

J'ai indiqué en même temps à M. de Freycinet ce qu'étaient ces pièces d'après mes souvenirs, et je donnai des indications pour qu'on pût les retrouver au service des renseignements, où on les trouva, en effet, le lendemain ou le surlendemain, au milieu d'autres papiers sans importance.

Sur la question soulevée par le général Rogét, M. Bertulus a maintenu, devant les Chambres réunies de la Cour de cassation, et en rappelant la déclaration du capitaine Cuignet que le mot Bâle ou le mot Cuers figurait sur la pièce emportée par Henry, que faussaire, ajoute M. Bertulus, n'a-t-il pu faire disparaître le mot compromettant ? Mais là n'est pas le débat, parce que deux autres pièces, sous scellés, contiennent les mots qui ont entraîné la scène que j'ai racontée.

Et, en effet, la Cour de cassation ayant rompu les scellés, elle y trouva au moins deux pièces portant les mots de Bâle et de Cuers.

Le juge d'instruction fait remarquer devant les Chambres réunies que « si le général Rogét feint de ne pas comprendre que ces documents aient pu causer de l'émotion à Henry, c'est qu'il ne veut pas tenir compte des antécédents » si graves de la situation qui se révélait par cette sorte de Mané, thecel, pharès.

Le général Rogét a dit qu'Henry, en rentrant au ministère, était parfaitement calme, et que, d'ailleurs, le juge avait négligé d'aviser ses chefs de la scène du 18 juillet, mais M. Bertulus de répliquer :

— Henry était également calme quand il a remis son faux au général Gonse, à la fin d'octobre 1896, et quand il a perpétré toutes les manœuvres criminelles que l'on connaît.

Puis M. Bertulus ajoute :

— J'avais été le premier surpris de l'intensité d'émotion chez Henry. Le résultat que je prévoyais était dépassé. Il ne s'explique que par le remords ou les appréhensions très graves d'Henry. Aussi, je ne fus pas amené immédiatement à profiter de tous les avantages que paraissait me donner la situation. Je crus, peut-être à tort, qu'Henry, sur le moment, ne dirait rien de plus. J'espérais qu'en gagnant du temps je découvrirais toute la trame. C'est pour cela que je dis à Henry que je voudrais bien voir le général Rogét. Mais Henry était convaincu, à cette heure, que je ne desservais pas ses intérêts, et la visite du général Rogét lui apparaissait comme profitable pour lui.

« Si je n'ai rien dit de cette situation, des déclarations d'Henry qui ne se livrait pas encore, c'est, je le répète, parce que je voulais attendre. Et puis, parce que mes chefs hiérarchiques — à l'égard desquels, d'ailleurs, je revendiquai mon indépendance de magistrat instructeur — avaient des vues absolument opposées à celles qui s'ouvraient devant moi. »

Notons, ici, qu'à la suite de cette déposition de M. Bertulus les Chambres réunies ont entendu le général Rogét qui s'est contenté, selon sa méthode, de produire, sous une forme dubitative, des affirmations que n'accompagnait aucune preuve. Il ne produisit qu'une note au crayon qui aurait été rédigée par Henry en sortant du cabinet de M. Bertulus. Mais un conseiller ayant fait remarquer que cette note était sans date et pouvait, par conséquent, s'appliquer à la seconde entrevue, celle du 21, le général Rogét ne put répondre.

Les événements des mois d'août et septembre 1898 sont trop connus pour avoir besoin d'être rappelés autrement qu'en quelques lignes. La Chambre des mises en accusation ayant cassé l'ordonnance de M. Bertulus qui renvoyait Esterhazy et la fille Pays devant la Cour d'assises, les traites et les fausses se crurent de nouveau hors de danger. Du 22 au 30 août, tout s'écroula : le Conseil d'enquête proposa la mise en réforme d'Esterhazy ; Henry avoua le principal de ses faux qui venait d'être découvert par le capitaine Cuignet ; il est trouvé mort dans sa cellule du Mont-Valérien ; le général de Boisdeffre, puis M. Cavaignac donnent leur démission ; enfin, le 20 septembre, le cabinet Brisson introduit la demande en révision auprès de la Cour suprême.

Telles sont les différentes étapes de l'affaire Dreyfus. En voici maintenant les conclusions logiques et forcées.

## CONCLUSIONS

Dans sa lettre du 27 septembre 1898, le garde des sceaux, saisissant le procureur général près la Cour de cassation de la demande en révision, s'appuie sur deux ordres de faits :

1<sup>o</sup> Le faux commis en 1896 par Henry frappe de suspicion les dépositions faites par ce témoin lors du procès de 1894 ;

2<sup>o</sup> L'expertise à laquelle a été soumis le bordereau au cours des poursuites exercées devant le Conseil de guerre contre le commandant Esterhazy n'a pas abouti aux mêmes conclusions qu'en 1894. Dreyfus ne serait pas l'auteur du bordereau.

Ce sont ces faits seuls dont la Cour de cassation est saisie.

La question d'annulation pour communication de pièces secrètes en Chambre du Conseil n'a pas été soumise aux magistrats. Nous ne nous attarderons pas à rechercher si la production du dossier secret, bien établie aujourd'hui,

constitue un fait nouveau, susceptible d'être invoqué à l'appui de la révision.

Les deux ordres de faits signalés par M. le ministre de la Justice sont pleinement établis.

1<sup>o</sup> Henry et du Paty de Clam ont été les auteurs de toutes les manœuvres de 1894. Le capitaine Cuignet et le général Rogét font même du lieutenant-colonel du Paty l'auteur principal du faux Henry.

Ainsi l'officier de police judiciaire, les deux témoins principaux de l'affaire Dreyfus sont ceux qui ont protégé, sauvé Esterhazy, collusé avec lui, qui ont empêché, par des machinations criminelles, la révision du procès de 1894 qui était leur œuvre.

2<sup>o</sup> Quant à l'expertise, non seulement elle est favorable aujourd'hui à l'innocence de Dreyfus, mais il est établi encore que le bordereau sur papier pelure est l'œuvre d'Esterhazy.

Voici les faits nouveaux qui suffisent, soit l'un, soit l'autre, à motiver la révision :

Selon la jurisprudence de la Chambre criminelle, « ils font douter de la culpabilité de Dreyfus ». Le procès de 1894 n'a reposé que sur le bordereau, sur les dépositions de du Paty de Clam et d'Henry. Tout le reste était vide et sans portée. Enfin, si les juges n'ont pas à statuer sur la communication des pièces secrètes, ils ne peuvent cependant ni chasser cette circonstance de leur mémoire, ni oublier que les pièces *Cannelle de D...* et *Doute-preuve*, appliquées fausement à Dreyfus, ont contribué à sa condamnation.

De même, il n'est pas possible de ne point tenir compte des déclarations des gouvernements intéressés.

Le 24 janvier 1898, M. de Bülow, au Reichstag, fait cette déclaration officielle :

Je me bornerai donc à déclarer de la façon la plus formelle et la plus catégorique, qu'entre l'ex-capitaine Dreyfus, et n'importe par quels organes allemands, il n'a jamais existé de relations ni de liaisons, de quelque manière que ce soit.

Le 31 janvier 98, le comte Bonin à la Chambre italienne :

Je puis affirmer de la manière la plus explicite que ni notre attaché militaire, ni aucun agent ou représentant du gouvernement italien n'ont jamais eu aucun rapport direct ou indirect avec Dreyfus.

L'ambassadeur d'Allemagne avait fait déjà, en son nom et au nom de Schwartzkoppen, la communication dont parle M. Paléologue dans sa déposition.

M. Panizzardi et l'ambassadeur d'Italie avaient produit le 27 novembre 1897, et ils ont renouvelé le 5 janvier 1899, la même attestation.

L'état-major a étudié à la loupe tous les éléments saisis dans les corbeilles à papier des ambassades d'Italie et d'Allemagne. Quelle chance si l'on rencontrait une déclaration de l'un ou l'autre attaché militaire reconnaissant la culpabilité de Dreyfus ! On n'a rien trouvé, et comme Picquart avait affirmé que *Cannelle de D...* ne pouvait être Dreyfus, il fallut, pour avoir une pièce où Dreyfus était nommé, qu'Henry fabriqua un faux le 31 octobre.

Les attachés militaires prononcèrent quelquefois le nom de Dreyfus, mais c'est tout. Le capitaine Cuignet appelle cela « la prétérition d'innocence ».

L'état-major établit en mai 1898 un nouvel ordre de preuves avec les documents suivants :

Dreyfus-tranquillisé, 14 janvier 1895.  
Hanotaux-retors, 17 janvier 1895.  
Collard-Dreyfus, novembre 1894.  
Dreyfus-Bois, 7 septembre 1895.

Mais on a beau torturer les pièces : « Dreyfus-tranquillisé », « Hanotaux-retors », « Collard-Dreyfus », « Dreyfus-Bois », on ne peut rien en extraire, si ce n'est que leurs auteurs s'inquièrent vivement de savoir comment le bordereau attribué à Dreyfus a pu être saisi à l'ambassade, si c'est un concierge qui l'a livré ; de quelle façon M. Hanotaux cherche à se tirer d'affaire ; la circonspection des officiers depuis l'affaire Dreyfus et la manière dont le général de Boisdeffre en parle.

L'état-major, avec la pièce « Dreyfus-Bois », provenant de la corbeille, croit avoir trouvé la pièce qu'il cherchait. Il s'agit de notes prises par Schwartzkoppen au banquet de Mirecourt (manœuvres de septembre 95). Ces notes, où il n'est question de Dreyfus qu'accidentellement, ne peuvent être traduites que de la façon suivante :

Interrogé sur l'affaire « Dreyfus », « Bois » dit : « Je ne peux pas ici » donner des explications complètes sur la pièce qui a motivé la condamnation. « La pièce est arrivée entre les mains de l'attaché militaire ou du grand état-major à B. Ce que je puis assurer verbalement, c'est qu'elle est réellement arrivée entre les mains des attachés militaires et qu'elle a fait ensuite retour au bureau des renseignements. »

Cette pièce, destinée, ainsi que trois autres, à authentifier le bordereau, est, en réalité, très favorable à Dreyfus.

Telle est l'aberration de l'état-major qu'il communique sous le n° 66 du dossier militaire un rapport du colonel Schneider, attaché militaire autrichien. Cet officier rend compte à son gouvernement (la pièce a été saisie le 30 novembre 1897) de ce qui se passe, et il dit formellement que Schwartzkoppen et Panizzardi lui ont déclaré que, Dreyfus ayant été condamné par sept officiers français, il semble difficile qu'il ne soit pas coupable.

Enfin, M. Paléologue a déclaré au 1<sup>er</sup> agent qualifié (lisez l'ambassadeur de France à Berlin) a écrit aux affaires étrangères qu'Esterhazy était le traître.

Le procès nouveau contre Dreyfus. — Son inanité

Il faut aller plus loin. Il faut suivre l'état-major dans ses accusations nouvelles contre Dreyfus.

Le procès de 1894 ayant croulé le soir de l'aveu d'Henry, l'état-major produisit alors des charges entièrement nouvelles, un système entièrement nouveau. Le dossier secret a été revu, considérablement augmenté, mais aussi soigneusement expurgé.

Cette nouvelle accusation a été édictée et soulevée par MM. Cuignet, Rogét, Cavaignac, Gonse, etc.

Le général Zurlinden avoue ce système :

Si, en 1894, au moment où ont commencé les enquêtes pour la découverte de l'auteur du bordereau, on avait fait sur ce document les mêmes démonstrations que nous avons le droit et le devoir de faire actuellement, on aurait pu rechercher immédiatement le traître parmi les officiers d'artillerie stagiaires de deuxième année de l'état-major de l'armée ; on aurait pu également, à titre de vérification, le rechercher parmi les officiers trouvant, pendant le 1<sup>er</sup> semestre de 1894, dans le 2<sup>e</sup> bureau, en tenant compte des renseignements antérieurs à l'arrivée du bordereau. Enfin, on aurait pu le rechercher aussi parmi les officiers se trouvant au 4<sup>e</sup> bureau, à la fin de 1893, en raison de la lettre de l'agent étranger annonçant, vers cette époque, l'envoi de documents concernant notre service de chemins de fer.

Dreyfus se trouve dans les trois enceintes ainsi limitées.

Pour mieux placer Dreyfus dans ces 3 enceintes on fouillera son passé, et,

alors qu'il est à l'île du Diable, qu'il ne peut pas répondre, qu'il n'est confronté avec aucun de ses accusateurs, on verse au dossier de nouvelles pièces secrètes pour remplacer les faux ou les documents sans valeur, on recueille des témoignages d'autant plus faciles à obtenir qu'il s'agit d'un condamné et que ce sont des supérieurs qui sollicitent ou exigent ces témoignages.

Le général Rogét et le capitaine Cuignet se chargent des investigations.

Ils font un triage dans les 1,500 pièces secrètes.

Le général Rogét dit :

J'ai donc fait une enquête pour éclairer ma propre conscience ; je vais en parler.

Je suis remonté à cet effet jusqu'aux premiers actes d'espionnage dont j'ai pu saisir la trace dans les dossiers, c'est-à-dire jusqu'en 1887.

J'ai constaté ainsi que certaines puissances se livraient ouvertement à l'espionnage en France, et notamment qu'on procédait, à certains moments, tellement au grand jour que le gouvernement français finit par s'émouvoir et par demander le rappel d'un attaché militaire.

Les successeurs de cet attaché militaire procédaient avec plus de discrétion et se servaient d'intermédiaires ; c'est ainsi qu'en 1892, en 1893, l'affaire de l'espion Greiner, qui fut condamné à vingt ans de travaux forcés par la Cour d'assises de la Seine.

L'affaire Greiner ayant eu lieu en 1892, je crus devoir exclure de mon examen tous les actes de trahison antérieurs au milieu de 1892, et qui pouvaient être légitimement imputés à Greiner.

J'ai reconnu depuis, cependant, que cette exclusion était trop générale et que certains actes de trahison antérieurs à 1892 pouvaient être imputés à d'autres qu'à lui, et qu'il y avait présomption, notamment pour certains, qu'ils pouvaient être attribués à Dreyfus.

Le général Rogét néglige, d'ailleurs, de parler de la trahison de Boutonnet, gardien des archives d'artillerie, qui vendit à l'Allemagne, au courant de 1890, nos plus récents secrets en matière d'artillerie. (Dép. du commandant Hartmann.)

Pour le capitaine Cuignet aussi, peu importe la qualité des griefs : il espère en imposer par leur multiplicité. « Partout où est passé Dreyfus, dit-il, on a constaté des fuites de renseignements secrets concernant l'artillerie. »

C'est là un axiome, une pure et gratuite affirmation. L'agent Guénée fera à ce sujet une réflexion qui peindra bien la situation. « Puisqu'on décide que Dreyfus est l'auteur du bordereau, on fait de lui une tête de Turc, on lui met tout sur le dos. »

Le capitaine Cuignet, du moins, atténue quelquefois l'accusation. Il est amené ainsi à reconnaître qu'il existait d'autres agents que Dreyfus, qui fournissaient des renseignements. Il ajoute même qu'après l'arrestation de Dreyfus les fuites ont continué !

Mais, d'autre fois, il rivalise d'insinuations avec Rogét. — Ayant rappelé que Dreyfus a été adjoint au commandant Bayle en qualité de stagiaire, le capitaine Cuignet dépose :

Le commandant Bayle fit une note destinée au 3<sup>e</sup> bureau, note indiquant les bases d'après lesquelles devait se faire la répartition de l'artillerie de 130 pour le futur plan. La minute de cette note devait être renfermée dans l'armoire dont le commandant Bayle avait la clef.

Cette minute n'a pu être retrouvée.

Mais le commandant Bayle n'a pas été entendu au procès de 1894, et d'ailleurs, il est mort. Qui donc peut dire que ce n'est pas lui qui a pris ou détruit la note en question ?

Faut-il rappeler que les avocats de l'état-major avaient imaginé de préten-

dre que Dreyfus, avec eux qui ont été formellement démentis par de nombreux témoins, mis à néant par Dreyfus, et qui d'ailleurs ne résistent pas à l'examen et qui, au surplus, n'existent pas et n'ont jamais existé au sens juridique du mot ? Les prétendus aveux ne comptent pas plus que la fausse conversation qui a été attribuée par le général Gonse à M. Hadamard et M. Painlevé et dont l'ancien sous-chef de l'état-major est encore tout meurtri. Quant aux renseignements de moralité, fabriqués par Henry et Guénée, la déposition de l'ancien préfet de police, M. Lépine, n'en laisse rien subsister.

Le général Rogét et le capitaine Cuignet n'ont pas songé encore à prendre Dreyfus à l'Ecole polytechnique ou à l'Ecole de Fontainebleau. (M. de Beaurepaire y viendra peut-être). Selon l'état-major, c'est à l'Ecole de pyrotechnie de Bourges, où Dreyfus entra en octobre 1889 pour en sortir en novembre 1890, que commenceraient les premières fuites.

Quel serait le mobile de Dreyfus à cette époque ? Avec quel agent étranger auraient eu lieu ces rapports ? On répond par des présomptions.

1<sup>o</sup> Obus Robin. — Une note saisie chez M. de Schwartzkoppen en 1896, n° 67 du dossier militaire secret, aurait fait connaître que le « shrapnel » allemand est conforme à notre obus Robin. Comme Dreyfus était à Bourges en 1890, à l'époque où les études de l'obus Robin se poursuivaient, le capitaine Cuignet va en conclure que Dreyfus a débüté dans la trahison en livrant le secret dudit obus. Il dépose :

Dreyfus, après son départ de l'Ecole de pyrotechnie de Bourges, où il s'occupait spécialement de l'obus Robin, a essayé de se tenir au courant de la continuation des expériences faites au sujet de cet obus, en employant, pour se procurer des renseignements, des moyens détournés et mensongers.

La déclaration du capitaine Rémusat, jointe au dossier (n° 71), les déclarations du général Langlois et du colonel Ruffey me paraissent décisives à cet égard.

Ces officiers attesteraient, selon le capitaine Cuignet, que Dreyfus avait écrit en 1891, étant à l'Ecole de guerre, au capitaine Rémusat, à Bourges, pour lui demander des renseignements sur l'état de l'obus Robin ; mais c'est fausement, ajoute le capitaine Cuignet, que Dreyfus aurait parlé du désir de ses professeurs d'être renseignés sur l'état d'avancement de ce projectile.

Que répondrait Dreyfus sur ce point de détail ?

Il est plus que probable que c'est bien à la demande de l'un de ses professeurs que Dreyfus a écrit la lettre en question. Mais à quoi bon insister ? Il résulte, en effet, des dépositions Hartmann, Deloye, Ducros et même Gonse, que l'obus Robin n'a été adopté qu'en 1895, tandis que le shrapnel allemand était définitif dès 1891. On peut dire que jusqu'ici on a toujours et partout considéré le shrapnel c/91 comme contenant une substance fumigène, au lieu de poudre comprimée, et, par suite, comme n'étant pas du même système d'obus à balles que l'obus Robin.

C'est ce que Dreyfus d'ailleurs explique à merveille au commandant Ducros, qui est très précis sur ce point. Sans doute, le général Deloye affirme que le shrapnel allemand 1891 est constitué comme l'obus Robin, c'est-à-dire avec des balles noyées dans la poudre comprimée ; mais c'est une erreur du général Deloye, ainsi que cela a été formellement établi devant la Cour.

Donc : 1<sup>o</sup> Aucune preuve que Dreyfus ait livré l'obus Robin. 2<sup>o</sup> Quelqu'un



a-t-il pu le livrer, puisqu'il n'y a pas de similitude entre les projectiles ?

**Obus à la mélinite.** — Un document, daté de novembre 1890, a été saisi chez M. de Schwartzkoppen. Cette pièce — écrite sur papier pelure, mais ce papier est différent de celui du bordereau — n'est présentée que sous la forme de fragments calcinés (n° 76 du dossier secret).

Une réunion d'officiers présidée par le général Goussier, assisté de M. Bertillon, l'a examinée. Il s'agit d'une partie de l'instruction confidentielle du 12 juin 1889 sur le chargement des obus à la mélinite. Le document, écrit en français, est l'œuvre d'un copiste peu habile qui a répété deux fois la même phrase. Pourquoi attribuer cette copie à Dreyfus alors que Bertillon déclare que ce n'est pas son écriture ?

Voici cependant les conclusions du capitaine Guignot :

Il n'en est pas moins extraordinaire de voir cet acte de trahison se commettre dans le même temps où l'obus Robin est livré, dans le temps où Dreyfus est employé à l'Ecole de pyrotechnie. Il n'est pas moins extraordinaire de voir que la copie en question a été faite sur papier pelure analogue au bordereau de 1894 !

Et comme un conseiller lui fait remarquer qu'il ne s'agit pas du même papier pelure, M. Guignot s'écrie :

— C'est toujours l'emploi d'un papier transparent !

Mentionnons que cette instruction confidentielle avait été tirée à 200 exemplaires et que l'état-major doit convenir qu'on pouvait les copier dans une tout autre place que Bourges.

Mais voici Dreyfus à l'Ecole de guerre où il passera les années 1891, 1892. Officier très intelligent, il entra avec le numéro 67 sur 81 pour en sortir avec le numéro 9. Il vient de se marier. Il a 30 à 35,000 francs de rente. La vie s'ouvre pour lui sous les plus brillants auspices.

Le général de Dionne lui avait donné d'excellentes notes que nous avons mentionnées. Mais Dreyfus est condamné. Il s'agit de s'opposer à la révision et le même général fournit alors, en 1898, des notes où, à chaque ligne, à chaque mot, il atteste le contraire de ce qu'il avait précédemment déclaré sous sa propre signature.

MM. Guignot et Rogat accusent encore Dreyfus d'avoir livré à Schwartzkoppen, en juillet 1894, le cours sur l'organisation définitive des Etats, cours qui avait été suivi par lui à l'Ecole de guerre. La preuve de cette livraison résulte pour eux de la saisie de 32 feuilles de la copie de ce cours et d'une lettre de Schwartzkoppen (pièces 27 et 29 du dossier militaire) dans laquelle il annonce l'envoi des deux premières parties de ce cours ; il insiste sur le caractère confidentiel du document ; il fait remarquer que les officiers étrangers admis à l'Ecole de guerre comme élèves ne sont pas autorisés à suivre le cours ; il insiste enfin pour qu'on veuille bien faire autographe ou imprimer la copie qu'il adresse, et pour qu'on lui adresse deux exemplaires du tirage, en même temps qu'on lui renverra la copie.

Or, la dernière partie de ce cours, qui avait été saisie chez Dreyfus après son arrestation, n'était pas reliée. Elle était répartie en divers paquets et se trouvait incomplète. Ce cours n'était tiré qu'à 90 exemplaires, la preuve était faite, selon le capitaine Guignot.

Il n'y a qu'un malheur à cette belle histoire du capitaine Guignot : c'est que le capitaine Guignot l'a détruite lui-même. En effet, il a été forcé, au cours de sa déposition, de reconnaître que le cours avait été tiré à 150 exemplaires et non à 90. Il aurait pu ajouter que ce document se trouve dans nombre de bibliothèques de cercles militaires, notamment à Paris, au Cercle de l'avenue de l'Opéra. — 2° Que « la lettre d'envoi de l'agent A » (Schwartzkoppen), qui prouve que les cahiers ont été livrés à l'Allemagne, « précise que le cours envoyé est celui professé en 1893-1894. » Or, Dreyfus était à l'Ecole de guerre en 1890-1891, et non pas en 1893-1894. — Le capitaine Guignot, d'ailleurs, néglige de donner ces dates exactes, mais d'autres les ont données.

De ce séjour à l'Ecole de guerre, retenons simplement le passe-droit fait à Dreyfus par l'application de la cote dite d'amour. Il aurait dû sortir 3°, il ne sort que 9°. Remarque aussi que la notice biographique du colonel du Paty, jointe au dossier secret, a accusé Dreyfus, sans que l'inculpé n'en ait eu aient été avisés, de la livraison de l'obus à la mélinite et du cours de l'Ecole supérieure de guerre.

Dreyfus entre à l'état-major de l'armée comme stagiaire. Le voilà au ministère de la guerre. Il est bientôt mal noté. En voici la raison, donnée dans les dépositions devant le Conseil de guerre de 1894 :

M. Gendron, chef d'escadron, a un ami qui lui conduit chez une dame Dely, et il lui dit, qu'entre autres relations, cette personne est la maîtresse de l'officier Dreyfus. Quelle est cette dame Dely ? Guénée lui-même n'en parle pas. Qu'est-ce qui établit que ce soit une espionne ? Et même Dreyfus va-t-il chez elle ?

Mais Gendron, qui cependant est allé chez Mme Dely avec son ami, est très mal impressionné au sujet de ce propos. Dreyfus est au 4° bureau sous les ordres du colonel Bertin. Gendron prévient le colonel Fabre, lequel avertit le général Rogat et, ce dernier ayant prévenu le colonel Fabre, celui-ci signale Dreyfus, sur son folio du personnel, comme ne remplissant pas les conditions voulues pour être employé à l'état-major de l'armée ; et M. Bertin renchérit sur ces notes.

Or, si on ajoute à cela que Dreyfus était jaloux de ses camarades, on comprendra quel destin lui était réservé le jour où le susdit colonel Fabre comparait son écriture avec celle du bordereau. Ce n'est pas cependant que Dreyfus puisse être qualifié de naïf ou d'homme sans expérience. Les capitaines Cuny et Chaton, entendus au Conseil de guerre de 1894, nous instruisent sur ce point.

Voici la déposition du capitaine Chaton (celle du capitaine Cuny est à peu près conforme) :

Au printemps de 1894, j'ai vu Dreyfus... Dans la conversation, il nous est arrivé de parler d'espion en raison d'une affaire récente visant un officier étranger. Il s'agissait d'une lettre de cet officier retrouvée déchirée en petits morceaux et jetée au panier par mégarde ; cette lettre aurait été trouvée par un garçon de bureau au ministère d'une puissance étrangère ; les morceaux ayant été ensuite recollés, cet officier n'aurait pu nier en être l'auteur.

C'est, par avance, l'aventure même du bordereau. Et on admettrait à priori que

Dreyfus, aussi bien informé, aurait ensuite, quelques mois après, en août, fait l'envoi des notes et du bordereau, dont le général Zurlinden lui-même regarde l'écriture comme courante et facile ?

Cet envoi du bordereau, comment aurait-il eu lieu ? On n'en dit rien.

Le commandant Guignot, pour expliquer l' inexplicable, en est réduit à dire qu'il a entendu dire que quelqu'un a dit à Cavaignac que Dreyfus opérait à Bruxelles. Qui ? Il ne le sait pas. C'est un rapport de concierge.

Dreyfus travaillant au ministère a été affecté successivement à divers travaux ; il a fait partie notamment de la section allemande.

Ce qu'en général, dans l'enquête de 1894, on s'accorde à reconnaître, c'est que Dreyfus était très laborieux. Fort intelligent, avide de savoir, érudit, naturellement il a été occupé à divers travaux, de même que les autres officiers stagiaires qui suivaient le même curriculum que lui. M. d'Ormescheville déclare qu'il s'est « fait remarquer par son attitude discrète et des plus étrangères, seul, à des heures tardives et dans des bureaux où sa présence n'était pas nécessaire ». Cette accusation absurde se rattache à un travail que le chef d'escadron Mercier-Milon commande à Dreyfus et pour lequel celui-ci va au 4° bureau. Mais les dépositions Mercier, Milon, Brélaud, Bresse, ont tout expliqué de la façon la plus naturelle ; au procès même de 1894, rien n'a subsisté de ce grief.

Il est vrai que Dreyfus a eu à s'occuper de travaux sur l'artillerie de campagne, des chemins de fer au point de vue stratégique, qu'il a parlé de Manuel de tir. Est-ce surprenant ?

On dit aussi que dans un bureau où il a pu aller, un caporal copiait un travail sur Madagascar. C'est bien possible ! Mais, voici ce qui est certain : c'est que le général Zurlinden a formellement et légitimement déclaré que, jusqu'à l'arrivée du bordereau, le capitaine Dreyfus n'a été l'objet d'aucun soupçon. MM. Mercier, Dupuy, Poincaré, Barthou, Casimir-Périer ont tous déclaré que le bordereau était le seul chef d'accusation contre Dreyfus.

Voici maintenant les incohérences de discussion.

C'est à l'aide de la pièce douteuse de janvier 1894 et du télégramme du 27 décembre 1893 qui la précède (Voir analyse du dossier secret) que Rogat et Guignot prétendent établir la trahison de Dreyfus ; c'est à cette époque qu'il aurait noué des relations avec M. de Schwartzkoppen.

Mais s'il en est ainsi, toutes les accusations précédentes, relatives à l'obus Robin, etc., s'effondrent, et c'est le commandant Guignot et le général Rogat qui se taxent eux-mêmes d'incohérence !

Il a été démontré, au surplus, que la pièce douteuse s'applique à Esterhazy.

L'accusation relative aux plans directeurs de forteresse s'effondre de la même manière.

Le général Rogat avait été pourtant assez prudent :

Pendant les années 1892 et 1893, a-t-il déposé, la correspondance au ministère de la guerre traite surtout des plans directeurs des places fortes. J'ai pu constater simplement, en ce qui concerne ces actes de trahison, que Dreyfus avait eu la possibilité d'avoir des plans directeurs.

Et, de même, le commandant Guignot : La première partie du dossier nous montre que, dans le courant de 1893, il y avait des fuites au ministère de la guerre. Nous avons la preuve que des plans directeurs des places fortes parvenaient à une puissance étrangère ; j'ignore absolument si ces faits peuvent être attribués en tout ou en partie à Dreyfus, et rien dans le dossier ne permet, je crois, d'affirmer quoi que ce soit à ce sujet.

On sait seulement d'une façon certaine, par une lettre d'agent d'une puissance étrangère, que les plans dérobés provenaient du ministère de la guerre (pièce n° 48).

Cette dernière phrase fait allusion à une lettre adressée par le chef du bureau des renseignements à Berlin, en date du 5 juillet 1893, à un de nos agents qui avait fait de l'amorçage ; l'officier allemand déclarait à notre agent que son envoi en contradiction avec des pièces basées sur le dépôt des cartes du ministère de la guerre.

Or, c'est justement en ce qui concerne les plans directeurs que la pièce « Ce canaille de D... » (dont on s'est servi pour accabler tantôt Dreyfus et tantôt Picquart) éclaire la situation. Elle est du 16 avril 1894 et s'applique à deux plans directeurs de Nice !

Inutile d'insister, d'autant plus que la pièce 35 du dossier secret militaire établit que M. de Schwartzkoppen, rassasié, ne veut plus désormais donner que 10 fr. de chaque plan directeur.

Au dossier militaire figure, sous la cote 17 et la date du 1<sup>er</sup> décembre 1892 (Dreyfus n'était pas encore au ministère de la guerre) une lettre adressée de Berlin à M. de Schwartzkoppen et dans laquelle on lui demande : « de renouer avec le fournisseur des plans directeurs ».

Enfin, le 5 février 1895 (Dreyfus est condamné), les pièces 17 à 22 bis du dossier secret montrent que l'agent allemand demande à compléter pour Toul un plan envoyé en novembre 1894, à une époque où Dreyfus était arrêté.

Si l'on a renoncé, bien tardivement, à la pièce « Ce canaille de D... », si chère encore à M. Cavaignac, c'est parce que MM. Guignot et Rogat eux-mêmes savent parfaitement, aujourd'hui, qu'il est D....

Enfin, comme en avril 1894 (pièce n° 16), M. de Schwartzkoppen annonce à M. Panizzardi qu'il aura bientôt les organisations des chemins de fer, il n'en faut pas plus à l'état-major pour accuser Dreyfus : celui-ci, le mois auparavant, était au 4° bureau dont dépendent les chemins de fer ; il était très au courant et se serait livré à des travaux commandés. Aucun doute, c'est lui qui aurait livré, en admettant même qu'il ait livré quelque chose !

Comment s'étonner d'ailleurs d'une pareille argumentation, quand le capitaine Guignot, expliquant son dossier secret, s'arrête sérieusement à une lettre de M. de Schwartzkoppen à M. Panizzardi, sous la date de juin 1897, au sujet d'un rapport sur les magasins à poudre. Comme cette date est postérieure à la condamnation de Dreyfus, le capitaine Guignot s'en tire comme suit :

Il ne paraît pas résulter de ce document que des fuites aient encore été constatées au ministère de la guerre après l'arrestation de Dreyfus.

Ces termes : rapport sur les magasins à poudre, sont réellement trop vagues pour

que je puisse me faire une idée de ce qu'il contenait le rapport, et du service de qui il émanait.

Il est possible qu'il s'agisse d'instructions émanant de la 3<sup>e</sup> direction du ministère de la guerre (artillerie) ou de la 4<sup>e</sup> direction (guerre) ; mais c'est là une simple hypothèse ; il pourrait se faire tout aussi bien qu'il s'agit d'instructions d'une autorité subordonnée.

Avec un pareil système d'accusation, tout est permis, et l'on conçoit que le général Mercier ait pu envoyer du Paty à Dreyfus pour lui demander s'il n'aurait pas livré le plan de la mobilisation ! Ainsi, tout est bien, surtout l'absurde, pour accabler Dreyfus. On sait comment du Paty a fait son instruction, les pièges qu'il a tendus à sa victime. Le général Rogat triomphe !

**Le général Rogat.** — Quand j'ai cherché à me faire une idée, j'ai trouvé des preuves de la culpabilité de Dreyfus dans les interrogatoires qu'il a subis. Il nie tout, comme un accusé qui ne veut fournir aucune explication et qui se refuse à la discussion. Il nie avoir eu connaissance de la concentration des armées. On peut prouver par les témoins (stagiaires tous les ans) qu'il a dessiné lui-même sur une carte, en présence de ces stagiaires, les zones de concentration de chaque armée, et qu'il en a discuté et critiqué le dispositif.

Nous ne reviendrons pas sur le bordereau. Nous avons fait précédemment la démonstration qu'il est l'œuvre d'Esterhazy, de son écriture naturelle et courante, écrit sur son papier pelure habituel ; qu'Esterhazy en a connu tous les éléments, au mois d'août, pendant son séjour au camp de Châlons ; que Dreyfus n'est pas allé aux manœuvres, en 1894, et qu'il en avait été prévenu dès les premiers (avril-mai), enfin, qu'Esterhazy a fait lui-même l'aveu qu'il était l'auteur de la fameuse lettre-missive.

Il est vrai que MM. Rogat et Cavaignac ont déclaré, tous deux, qu'ailleurs même qu'il serait établi que le bordereau ne serait pas de la main de Dreyfus, il n'en serait pas moins son œuvre ! Une pareille argumentation rend toute discussion impossible.

Et, de même, nous ne reviendrons pas sur l'histoire de la dépêche du 2 novembre 1894. Le général Mercier a dit, ainsi que MM. Goussier, du Paty et Henry, la fausseté exacte de la dépêche a été reconnue officiellement par le général Chamoine et le commandant Guignot, d'une part, et, de l'autre, par M. Paléologue. La Cour de cassation, toutes Chambres réunies, a eu la preuve que la version du ministère des affaires étrangères est seule exacte, et que ce texte décharge entièrement Dreyfus de tout soupçon.

Telle est l'analyse rigoureuse des imputations qui ont été dirigées contre Dreyfus : il n'en reste rien.

\*\*\*

M. le président Ballot-Beaupré, rapporteur de la Cour, et M. Mornard, avocat de Mme Dreyfus, demandent tous deux la cassation du jugement de 1894, avec renvoi de Dreyfus devant un Conseil de guerre. C'est également la solution proposée par M. le procureur général Manau.

Et, sans doute, cette solution est satisfaisante pour tous les amis de la vérité et de la justice. Aucun d'eux ne fera à la justice militaire l'injure imméritée de croire qu'elle ne sera pas heureuse de réparer l'erreur qui avait été commise, en 1894, par des officiers qui furent indignement trompés.

Mais la cassation avec renvoi, si elle ne nous inspire aucune crainte en ce qui concerne Dreyfus, nous en inspire, au contraire, à un autre point de vue.

Elle va, forcément, prolonger encore pendant de longs mois une crise douloureuse entre toutes, et qu'il importe au premier chef, dans l'intérêt de l'armée et du pays, de terminer au plus vite.

Comme il ne subsiste plus rien du verdict de 1894, rien qui puisse, aux termes mêmes de la loi, être qualifié crime ou délit, pourquoi la Cour suprême ne casserait-elle pas sans renvoi ?

Elle en a le droit incontestable. Pourquoi n'exercerait-elle pas ce droit ?

La crise, en se prolongeant, risque de déclencher une dangereuse et terrible campagne de représailles. Il y a déjà, parmi les révisionnistes, deux camps. Les uns ne veulent, ne réclament que la justice, la justice pour Dreyfus comme pour Picquart, et, assurément, ils tiennent que des sanctions sont nécessaires — ces sanctions que M. le président du Conseil a annoncées lui-même dans son discours du Puy et que la conscience publique exige. Mais leurs réclamations tiennent dans la formule de M. Joseph Reinach : « La justice, pas de représailles ! » Les autres, au contraire, poursuivent un autre objectif encore que celui de la justice, de la justice simple et loyalement distributive.

Ecoulez M. Clemenceau :

Par un admirable renversement des rôles, voici que l'état-major nous est aujourd'hui à souhaiter, dans le fond de leur cœur, la révision sans renvoi, parce qu'ils ont tout à craindre de la lumière. Tel est aussi, dit-on, l'espoir secret de ce même gouvernement qui déshonorait, il y a quelques semaines, la Chambre criminelle pour empêcher la révision. Pour nous, notre programme n'a pas changé : la vérité, toute la vérité, avec toutes ses conséquences !

Et, certes, à la vérité, toute la vérité, avec toutes ses conséquences, c'est aussi une belle formule et qui n'offre, en apparence, aucune contradiction avec celle que nous rappelions : « La justice, pas de représailles ! » Mais il faut savoir lire entre les lignes du brillant rédacteur de l'Aurore, et ce qu'on y lit prouve surabondamment que la cassation sans renvoi — qui ne serait souhaitée, selon M. Clemenceau, que par les criminels de l'état-major — et par le Parlement — est aussi la solution que doivent désirer, dans un intérêt supérieur, patriotique et national, tous les vrais amis de la paix publique et de l'armée.

FIN

## A l'Etranger

### NOUVELLES

#### ALLEMAGNE

LE CONGRÈS DE LA TUBERCULOSE  
Berlin, 28 mai. — Les délégués français sont enchantés de l'accueil qui leur a été fait à Berlin. Tout le monde a été charmé par la courtoisie et l'empressement de la société à Potsdam. Il s'est longuement entretenu avec M. Brouardel sur la manière dont on combat en France la tuberculose. Le principal obstacle aux sanatoria, a dit l'éminent professeur, est qu'en France nous n'avons pas, comme en Allemagne, une loi

grâce à laquelle les familles des tuberculeux sont secourues pendant le traitement. — Eh bien ! il faut la faire, cette loi, il vous faut absolument la faire ! s'est écrié l'Empereur.

Les Français et les Allemands se sont séparés en se donnant rendez-vous à Paris, l'année prochaine. — A. BONNEFON.

### ITALIE

Rome, 28 mai. — Ce matin, au collège Pie latin américain, a eu lieu la cérémonie d'inauguration du Concile des évêques américains-latins.

Ceux-ci étaient au nombre de cinquante-trois, on en attend encore trois.

Le Pape avait chargé de le représenter, en qualité de légat à latere, le cardinal di Pietro, préfet de la Congrégation du Concile. Après avoir revêtu les habits pontificaux, les évêques se sont rendus à la chapelle du Collège, où la messe a été pontifiée. Les chants ont été exécutés par la maîtrise et les chœurs de la chapelle Sixtine, dirigés par le maestro Perosi qui a ainsi fait son début comme directeur de la fameuse chapelle. Après la messe a eu lieu la première session du Concile. — FÉLIX II.

### ESPAGNE

Madrid, 28 mai. — Tout Madrid a défilé devant le cercueil de M. Castelar. D'innombrables couronnes ont été déposées dans la chapelle ardente.

Le clergé des trente paroisses de Madrid assistera aux obsèques, auxquelles sont aussi convoqués les ouvriers de tous les corps de métiers et les commerçants. Les syndicats de ces derniers ont fait connaître qu'ils viendraient avec satisfaction que les magasins fermaient en signe de deuil.

Les Parlements d'Italie, du Brésil, de la République argentine, de l'Uruguay ont envoyé des télégrammes de condoléance.

## NOTES D'UN PARISIEN

D'honorables députés viennent de trouver enfin le moyen de résoudre la question sociale. On avait, avant eux, proposé bien des remèdes, mais aucun n'était de nature à donner aux vœux populaires une aussi complète satisfaction. Ces messieurs proposent, tout simplement, de fonder une nouvelle décoration. Il paraît qu'ils ont découvert des Français qui n'étaient pas encore décorés, et de là, suivant eux, dans le pays, un état de malaise auquel il conviendrait de mettre un terme.

On aurait cependant cru qu'avec le Mérite agricole et les palmes académiques, sans compter tous les ordres étrangers qui pleuvent sur nous comme la grêle, satisfaction complète aurait dû être donnée à toutes les ambitions. Il n'en était rien. Les auteurs de la proposition ont trouvé des candidats en souffrance, et ils veulent instituer, à leur intention, un « ordre du Mérite industriel et commercial ». Ils indiquent même très ingénument à quel sentiment ils obéissent en prenant cette initiative.

« Il arrive souvent, disent-ils, que malgré tous les bons vouloirs, il est difficile de donner satisfaction à tous les candidats proposés. Rien de plus exact. On n'a quelquefois qu'une quarantaine de décorations à donner, et il y a deux ou trois cents candidats. Comment faire ? Eh mais ! c'est très simple : il faut décorer aussi ceux qui restent. La Chambre, évidemment, ne peut qu'être impressionnée par la logique de ce raisonnement. Il y a bien une objection cependant : de ce train-là, tout le monde en France sera très rapidement décoré. Et, alors, qu'est-ce qu'on pourra bien faire pour ceux qui demanderont quelque chose ? Car nos deux législateurs ne se flattent pas, j'imagine, qu'on ne demandera plus rien ?... »

E.

### AVIS DIVERS

LA MEILLEURE POUDRE DE RIZ, la seule recommandée par feu le savant Docteur Constantin James, c'est le DUVET DE NINON de la PARFUMERIE NINON, 31, rue du 4-Septembre.

SAIGES ET VILAISES DE VOYAGE. LAMPLUGH, 35, rue du 4-Septembre.

GOUTTE, GRAVELLE, RHUMATISMES Guérison immédiate assurée par LA LISERONNE DAVYSSON (Envoi gratis de la brochure) PHARMACIE NORMALE, 47 et 49, rue Drouot, 45 et 47, rue de Provence, Paris.

PALEUR DU VISAGE, décoloration des lèvres et des gencives, essoufflement, douleurs d'estomac, crises nerveuses, indigestion, l'appauvrissement du sang si fréquent chez les adolescents. Le Fer de Leroy, le plus assimilable des ferments, révèle l'énergie, rétablit la santé en redonnant au sang sa coloration vermeille.

RESOLVEZ naturellement les points noirs de votre nez avec l'ANTI-BOLBOS de la Parfumerie exotique, 35, rue du 4-Septembre, qui résout l'épiderme et lui rend blancheur et netteté.

## Nouvelles Diverses

### UN REMISIER EN FUTE

M. Maurice Weiss, remisier, bien connu à Asnières où il demeurait, rue de l'Avenir, a disparu en emportant aux clients qui lui avaient donné leur confiance, des sommes évaluées jusqu'à présent à 200,000 fr.

Weiss qui était employé dans une maison de coulisse de Paris, avait amorcé les naifs en leur distribuant des dividendes, vingt-cinq pour cent du capital versé, qu'il déclarait provenir de fructueuses opérations financières. Il menait une vie luxueuse et fréquentait assidûment le monde du sport et de la galanterie.

Il s'était introduit, il y a quelque temps, dans une estimable famille et il était question d'un projet d'union avec une des jeunes filles de la maison.

Le signalement de cet escroc qu'on croit s'être réfugié en Allemagne a été envoyé dans tous les pays étrangers.

### CAMÉRIOLÉURS

Des malfaiteurs se sont introduits l'avant-dernière nuit chez M. Dipon, inventeur d'appareils téléphoniques, demeurant à Choisy-le-Roi, quai Pompadour.

Quand on s'est aperçu du vol, hier matin, on a constaté que les cambrioleurs avaient enlevé pour une dizaine de mille francs de bijoux et d'objets d'art.

Plainte a été aussitôt portée chez le commissaire de police de la circonscription, qui recherche les auteurs de ce vol.

Dans la nuit du 40 au 41 mai dernier, des cambrioleurs s'introduisirent par escalade, et en fracturant les portes et fenêtres, dans les bureaux de l'usine de châteaux et tuyaux en fonte, située, 65, rue Michel-Bizot.

Après un travail très pénible, les malfaiteurs réussirent à forcer les armatures d'un coffre-fort dans lequel ils trouvèrent une somme de 2,730 francs, plus cinquante actions et vingt obligations de la Société. Ils tentèrent de négocier ces titres et c'est ce qui les perdit.

M. Cocheffert, mis au courant de leur trafic, vient de mettre la main sur toute la bande qui a été écrouée au Dépôt. Ce sont les nommés : Jules Fémoie, vingt ans ; Antoine,

Barrier, même âge, tous deux demeurant, 2, impasse Montgallet.

Louise Téart et Juliette Ancel ainsi qu'un sieur Jean-Baptiste Haute, ébéniste, qui recélaient les titres volés, sont aussi gardés à la disposition de la justice.

Des agents de la Sûreté ont également mis en état d'arrestation hier, un sieur Jacques Breuille, âgé de soixante-six ans, qui était recherché en vertu d'un mandat délivré par le parquet de Troyes. Ce misérable avait indignement abusé de sa petite-fille.

### ACCIDENTS

Le sergent Albert Boulanger, moniteur à l'Ecole de gymnastique de Joinville, a été victime hier, d'un grave accident.

Le sergent Boulanger descendait à bicyclette dans la matinée, la rue des Pyrénées, lorsque, par suite d'une avarie survenue à sa machine, il fut projeté sur la chaussée. Dans sa chute, il s'est si sérieusement blessé à la tête qu'il a été transporté à l'hôpital Tenon, où il a été transporté, on redoute pour le malheureux souffrant d'une issue fatale.

Hier matin également, une charrette chargée de plâtres a renversé, rue de la Glacière, un enfant de six ans, Etienne Buttin, qui jouait devant le domicile de ses parents.

Le pauvre petit, qu'on a relevé avec les deux jambes fracturées, a été transporté à l'hôpital des Enfants-Malades.

Une « révision » qui s'impose à tous en ce moment et à laquelle, en dépit de ses opinions, nul d'entre nous ne peut se soustraire, c'est celle de sa toilette et la nécessité de se conformer aux exigences de la saison. Tous les Parisiens, sans exception, y ont songé et c'est ce qui explique l'affluence considérable de monde que l'on remarque dans les magasins d'High-Life Tailor, 112, rue Richelieu, coin du boulevard, le créateur de l'incomparable complet sur mesure à 69 fr. 50.

Les marchands des quatre saisons sont de très braves gens, très sûrs du vol et pourvus d'une médaille, plus difficile à obtenir — on l'a dit en plaisantant, mais c'est exact — qu'une place de sous-préfet. Ils rendent de grands services à la population et, dans les rues même où on se plaint de l'encombrement qu'ils causent, on s'empresse, quand ils émettent de réclamer leur retour...

Nous ne les attaquons donc pas. Nous protestons seulement contre leur déplorable habitude, invétérée chez eux, celle de jeter dans la rue les débris de leurs marchandises.

Feuilles de salade, feuilles de chou, cerises gâtées, fraises trop avancées, coques d'amandes, déchets de toutes sortes, jonchent le pavé et souvent les trottoirs, guettant le pied du passant pour le faire glisser et provoquer une chute...

Des accidents graves, et même mortels, ont été causés par cette négligence coupable... Les agents sont quelquefois d'une sévérité excessive, pour réprimer le stationnement, même temporaire, des petits marchands. Qu'ils réservent donc leur rigueur à la répression de l'abus bien plus sérieux que nous signalons aujourd'hui.

Jean de Paris.

Momento. — M. Jean Fendt, âgé de soixante-cinq ans, qui, depuis quelque temps, était atteint de signes d'aliénation mentale, a été trouvé, hier matin, pendu dans la chambre qu'il occupait rue de Saintonge.

J. de P.

## LE «THÉÂTRE»

Sur un fond vert parsemé d'abeilles d'or se détache l'admirable buste de Mme Jane Hading, la tête couronnée d'un diadème de diamants, de longues pendeloques aux oreilles, une rivière magnifique ornant son cou impérial.

C'est la couverture du numéro de mai de la publication *Le Théâtre*, qui est entièrement consacré à *Plus que Reine*, le si curieux et si intéressant drame historique d'Emile Bergerat, joué en ce moment avec tant de succès à la Porte-Saint-Martin.

Turnez le feuillet, et vous voyez, en pied et de profil, la belle artiste en son costume d'apparat à la traine infinie, celui qu'elle portera au Sacre du 5<sup>e</sup> tableau.

Puis, au milieu du compte rendu analytique de la pièce, écrit par l'auteur, c'est le tableau de l'élément du Palais-Royal et le portrait d'Emile Bergerat lui-même.

Turnez encore. Et c'est, à l'hôtel de la rue Chantereine, le retour d'Egypte de Bonaparte, surprenant Joséphine revenant du bal de Barras, au Petit Luxembourg. Et Joséphine encore, en costume de ville, avec son carlin dans les bras, à côté de Joséphine en Cléopâtre, un serpent d'argent couronnant sa chevelure blonde.







